

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 275

(PRIVÉ)

**Loi concernant Ville d'Anjou**

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

PAR M. PATRICE LAPLANTE

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9



## **Projet de loi n° 275**

(PRIVÉ)

### **Loi concernant Ville d'Anjou**

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de Ville d'Anjou et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, le chapitre 114 des lois de 1955/1956, telle qu'amendée, soit à nouveau modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Ville d'Anjou est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière ou d'aménagement et pour les travaux connexes à ces fins, ainsi que tout immeuble dont l'occupation est jugée désuète ou nocive.

**2.** La ville est autorisée à louer, administrer et restaurer les bâtiments érigés sur les immeubles acquis en vertu de l'article 1 et à y construire de nouveaux bâtiments pour fins d'habitation, de commerce, d'industrie, de loisirs, de récréation et autres fins accessoires.

Elle peut les aliéner aux conditions qu'elle détermine et conformément au sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 de l'article 26 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) pourvu que le prix d'aliénation soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses relatives à l'immeuble concerné.

**3.** Malgré l'article 2, la ville peut, par résolution, et sans autre autorisation nécessaire, vendre, au prix coûtant, à la corporation créée en vertu de l'article 5, tout immeuble qu'elle a acquis en vertu de la présente loi.

**4.** La ville peut emprunter les sommes nécessaires et demander les subventions prévues par la loi pour l'exercice de ces pouvoirs et aux fins d'effectuer un prêt à la corporation formée en vertu de la présente loi.

**5.** Sur requête de la ville, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant une personne en corporation sans but lucratif ayant pour objet l'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation, d'immeubles d'habitation pour personnes ou familles autres que celles à faible revenu ou à revenu modique visées à l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966/1967, chapitre 55) et l'exercice des autres pouvoirs que la présente loi confère à la ville.

**6.** La requête doit mentionner le nom de la corporation, le lieu de son siège social, ses pouvoirs, droits et privilèges, les règles relatives à l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres et de ses administrateurs. Le nom de cette corporation doit indiquer qu'il s'agit d'une corporation d'aménagement communautaire.

**7.** Un avis de l'émission des lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

**8.** Une corporation ainsi constituée a, entre autres pouvoirs, ceux d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province, est un agent de la ville et est réputée une corporation municipale aux fins de la Loi du ministère des affaires intergouvernementales (1974, chapitre 15).

**9.** Sous réserve de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50), la taxe imposée par la ville en vertu de l'article 521a de la Loi des cités et villes pour l'année 1978 n'est pas invalide du fait que l'inscription des lots vacants n'ait pas été faite conformément à cet article.

**10.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.